



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 16/12/2025

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUIRE

Zone Industrielle
79300 Saint-Aubin-Du-Plain

Références : 0007201965/2025/391
Code AIOT : 0007201965

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement SUIRE implanté Zone Industrielle 79300 Saint-Aubin-du-Plain. L'inspection a été annoncée le 25/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite était notamment de faire le point sur les suites de la dernière visite d'inspection réalisée le 29 septembre 2020. Il est à noter que lors des précédentes visites, le responsable du site était l'unique interlocuteur de la société.

Dans le contexte d'une absence de longue durée du responsable du site, la personne rencontrée lors de la visite ne disposait pas de tous les éléments de réponse, aussi il n'est pas proposé à ce stade d'arrêté préfectoral de mise en demeure sur le sujet de la défense incendie du site et du confinement des eaux d'extinction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUIRE
- Zone Industrielle 79300 Saint-Aubin-du-Plain
- Code AIOT : 0007201965
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUIRE (Nom de l'ancien exploitant) est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2784 du 16 décembre 1996 à exploiter une unité de travail mécanique des métaux et de traitement de surface pour la fabrication de machines agricoles et forestières.

Suite à la parution du décret n°2019-292 du 9 avril 2019 modifiant la nomenclature des installations classées, le site relèverait désormais du régime de l'enregistrement au regard de la rubrique 2565 relative au traitement de surfaces.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Changement d'exploitant | Arrêté Préfectoral du 16/12/1996, article 10 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 2 | Classement des installations | Arrêté Préfectoral du 16/12/1996, article 1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 4 | Défense incendie du site | Arrêté Préfectoral du 16/12/1996, articles 4.8 et 7.2.3 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 6 mois |
| 5 | Vérification périodique des installations électriques | Arrêté Préfectoral du 16/12/1996, article 7.1.3 | Demande d'action corrective | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------|---|-------------------|
| 3 | Analyse du risque foudre | Arrêté Préfectoral du 16/12/1996, article 2.4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard du contexte particulier de la visite, un point complet des suites de la précédente visite d'inspection du 29 septembre 2020 a été réalisé et seuls les points non réglés sont repris dans le présent rapport, accompagnés, le cas échéant, de nouvelles demandes de compléments.

Il est à noter que la défense incendie du site et le confinement des eaux d'extinction doivent être revus afin de régulariser la situation administrative du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/1996, article 10 |
| Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant |
| Prescription contrôlée : Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. |
| Constats : Suite aux difficultés évoquées lors de la précédente visite d'inspection, la société SUIRE a été rachetée par la société FERRAND en novembre 2020 et rattachée avec la société du groupe dénommée RAZOL. Suite à une nouvelle restructuration, la société FERRAND a été rachetée par la société HERO et le site fait désormais partie du groupe RAZOL-SUIRE, avec l'acquisition supplémentaire de la société SILOFARMER située à Naves (19). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à la préfecture sa demande de changement d'exploitant accompagnée du formulaire Kbis actualisé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Classement des installations

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/1996, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations |
| Prescription contrôlée : La société SUIRE SA, dont le siège social est situé à Saint-Aubin-du-Plain est autorisée à exploiter sur la Zone Industrielle de ladite commune, en bordure de la RD 748, une unité de production de matériel agricole comprenant : <ul style="list-style-type: none">- un assemblage de pièces et accessoires par soudage ;- un tunnel de préparation de surfaces suivi d'une cabine d'application de peinture à base de liquides inflammables. 1.1 Description des installations classées |

| Rubrique | Nature de l'installation | Capacité | Classement |
|----------|--|----------------------------------|--------------|
| 2565-2a | Traitement des métaux pour le dégraissage | 5000 l | Autorisation |
| 211-B-1° | Dépôt de gaz combustible liquéfié en réservoirs fixe (vrac) | Gaz propane 60 m ³ | Déclaration |
| 2940-2b | Application à froid sur support quelconque par pulvérisation de peinture à base de liquides inflammables de 1ère catégorie | < 100 kg/j | Déclaration |

[...]

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant de se positionner sur le classement de ses installations.

En effet, par décret du 9 avril 2019, les rubriques 2564 et 2565 de la nomenclature ont été modifiées, en particulier la rubrique 2565, au titre de laquelle l'installation était soumise à autorisation pour un volume de 5000 litres de bains de traitement. Cette rubrique est désormais soumise au régime de l'enregistrement.

Les prescriptions qui s'appliquent, notamment à la rubrique 2565, sont celles de l'arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des ICPE. Cet arrêté ministériel s'applique aux installations existantes à l'exception des dispositions prévues aux articles 3, 4, 5, 11, 12, 13, 14 (points c et d), 24 (dernier alinéa), 25, 27, 29 et 39.

L'inspection a constaté que d'autres rubriques du tableau de classement nécessitent une mise à jour suite à la parution des décrets qui ont modifié la nomenclature. Il s'agit des rubriques 211-B-1b, 2560, 2940.

Par ailleurs, les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de 1996 ne sont plus adaptées. Il est donc nécessaire d'actualiser l'ensemble des prescriptions applicables au site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet sous 6 mois :

- l'actualisation des capacités, puissances et volumes, concernant les rubriques 2565, 4718, 2560 et 2940, en sollicitant le bénéfice des droits acquis pour ces mêmes rubriques ;
- une analyse de conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2019 ;
- une analyse de conformité vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement [...] au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des ICPE, accompagnée d'un échéancier de réalisation pour les éventuelles mises en conformité ;
- une analyse de conformité vis-à-vis des prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux autres rubriques soumises au régime de la déclaration ;
- des plans à jour des installations précisant l'identification des ateliers, des réseaux, de la

| |
|---|
| défense incendie... |
| Pour mémoire, ces éléments ont été demandés lors de la précédente visite d'inspection du 29 septembre 2020. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 3 : Analyse du risque foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/1996, article 2.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Foudre |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble de l'établissement doit être mis en conformité au plus tard le 31 décembre 1999, avec l'arrêté et la circulaire du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre fera l'objet, tous les cinq ans, à partir du 1er janvier 2000, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 adaptée, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constatée sur ces bâtiments ou structures.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors des précédentes visites d'inspection de février 2013 et septembre 2020, il avait été demandé à l'exploitant de faire procéder par un organisme compétent à la réalisation de l'Analyse Risque Foudre (ARF).</p> <p>L'ARF a été réalisée par le bureau d'étude DEKRA en mars 2021.</p> <p>Les résultats concluent que la structure étudiée ne présente pas de risques suffisants au regard des exigences réglementaires pour nécessiter une protection contre les effets de la foudre et que, par conséquent, une Étude Technique Foudre (ETF) n'est donc pas requise.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Néant</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Défense incendie du site

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/1996, articles 4.8 et 7.2.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie |
| Prescription contrôlée : Article 4.8 - Prévention des pollutions accidentels L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols. Article 7.2.3 - Moyens de lutte contre l'incendie L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum : <ul style="list-style-type: none">- un poteau d'incendie normalisé d'un diamètre de 100 mm susceptible d'assurer un débit minimum supérieur ou égal à 3 000 l/m, à proximité de l'établissement ;- un réseau d'extincteurs appropriés aux risques encourus ;- des exutoires de fumées, doublés de commandes manuelles, en partie haute des bâtiments. En outre : <ul style="list-style-type: none">- les extincteurs sont d'un type homologués NF/MIH ;- les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement ;- le personnel de l'établissement est entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie ; des exercices peuvent utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers ; l'ensemble du personnel participe à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans ;- des dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information sont matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visible. Les schémas d'intervention sont revus à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement. Ils sont adressés au SDIS ;- les voies d'accès à l'usine sont maintenues constamment dégagées. |
| Constats : Il a été constaté lors de la visite que la réserve d'eau incendie située en extérieur dans la partie sud du site est détériorée : la bâche blanche au sol est déchirée ne permettant pas de maintenir un niveau de stockage suffisant. De plus, de la végétation a commencé à pousser sur le talus où la bâche est désormais inefficace, la partie du grillage permettant d'accéder à la réserve ne tient pas et la réserve n'est pas matérialisée pour informer les services d'incendie et de secours. Dans la partie Ouest du site, il existe également un bassin de rétention déporté de l'unité de peinture. Il a été constaté que ce bassin est surplombé de barres de fer avec des bâches pour permettre d'éviter de récupérer les eaux pluviales, néanmoins, les bâches présentes sur le dessus sont dégradées. Il est également constaté que ce bassin est susceptible, au vu des profils de pentes et de l'absence de bordures de voiries, de récupérer les eaux pluviales circulant sur le site ainsi que les eaux d'extinction incendie. |

Les voies de circulation permettent la circulation sur l'ensemble du pourtour du site.

Suite à la précédente visite d'inspection, le responsable du site (actuellement absent) avait pris contact avec le SDIS afin d'échanger sur la défense incendie du site, néanmoins, la personne rencontrée le jour de la visite ne dispose pas de ses informations.

A l'issue de la présente visite d'inspection, le SDIS a décidé réalisation d'une nouvelle visite sur site pour faire un point sur ce sujet et repréciser à l'exploitant les modifications prévues.

L'exploitant a présenté à l'inspection le procès verbal des vérifications périodiques des extincteurs et des robinets d'incendie armés qui ont été réalisées par EUROFEU le 4 décembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme demandé lors de la précédente visite d'inspection, l'exploitant évalue les besoins en eau d'extinction incendie du site selon la méthode de calcul D9 ainsi que le volume d'eau nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie selon la méthode de calcul D9A.

L'exploitant transmet un plan d'action accompagné d'un échéancier permettant la mise en conformité du site.

En complément, l'exploitant transmet les procédures de sécurité incendie à jour, les justificatifs des vérifications périodiques (et des actions correctives le cas échéant) ainsi que le procès verbal du prochain exercice.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/1996, article 71.3

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

[...] Les installations électriques sont entretenues en bon état ; elles sont périodiquement, au moins une fois par an, contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôles sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de vérification des installations électriques réalisé par DEKRA le 27/03/2025 ainsi que le certificat Q18 associé.

Le certificat Q18 précise que la vérification a été réalisée sur l'ensemble des installations électriques et qu'elle a donc été complète. Il conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Le rapport fait néanmoins l'objet de 17 remarques dont 8 remarques récurrentes qui ont été constatées lors du précédent rapport réalisé le 12 avril 2024 par DEKRA.

L'exploitant a précisé que les remarques ont été corrigées depuis, soit par intervention interne du service maintenance, soit par des interventions externes.

L'exploitant dispose de factures d'interventions mais ne trace pas les remarques levées sur le rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure que l'ensemble des remarques ont bien été levées et il améliore la traçabilité de l'ensemble des interventions réalisées.

L'exploitant transmet à l'inspection le prochain rapport de vérification périodique accompagné des mesures correctives le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois